

Province de HAINAUT

Arrondissement de MONS

COMMUNE DE JURBISE

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

---

### SEANCE PUBLIQUE DU 30 JUILLET 2013

**PRESENTS** : MM. Galant J., Présidente,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., Echevins,  
Dubois G., Pottiez P., Hallot J.P., Senecaut M., Robette-Delputte F., Decamps P., Chanoine V.,  
Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Egels E., Petit N., Conseillers.

**EXCUSES**: Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Breuse E., Vanderkel A., Delhay J., Conseiller

Delhay Michel, Secrétaire communal.

-----

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 18 juin 2013 – partie publique —  
**Approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,**

Approuve le procès-verbal de la séance du 18 juin 2013, partie publique.

-----

2. **Finances – Situation de caisse au 15 juillet 2013-Information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,**

Prend connaissance de la situation de caisse au 15/07/2013 s'élevant à une somme de 2.766.591,26 euros.

-----

3. **Finances – Compte communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2012 –**  
**Approbation**

*La présentation du compte est effectuée par la Présidente, avec la contribution du Receveur Communal.*

*Madame Senecaut se réjouit de voir le compte en boni mais souligne que celui-ci résulte de la différence entre le budget et le compte, c'est-à-dire des dépenses prévues au budget mais non réalisées.*

*Madame Senecaut demande qu'à l'avenir , le budget soit plus proche de la réalité et qu'une attention particulière soit portée en matière de dépenses de personnel.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions,**

Approuve le compte communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2012.

- 
4. **Finances – Modification budgétaire N°1 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013 – Approbation**

*La modification budgétaire n°1 est présentée par la Présidente, avec la contribution du Receveur Communal.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions,**

Approuve la modification budgétaire n° 1 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013.

- 
5. **Finances – Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean - Compte 2012 –AVIS**

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,**

Emet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean.

- 
6. **Finances – Synode de l'Eglise Protestante Unie de Baudour-Herchies- Compte 2012 –AVIS**

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,**

Emet un avis favorable le compte 2012 de la Synode de l'Eglise Protestante Unie de Baudour-Herchies.

- 
7. **Culture - Location et mise à disposition des salles communales - dérogation au règlement de location – approbation**

*Madame Senecaut signale désapprouver cette dérogation précisant qu'elle estime que le règlement relatif à l'octroi de subsides n'est pas respecté en ce qui concerne l'exigence, lors de l'octroi de subsides, du dépôt des documents comptables du bénéficiaire en guise de justificatifs.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 27/05/2013;

**Attendu** que l'ASBL PROMOVINS, représentée par Monsieur HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS, a fait part de son souhait d'occuper la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les vendredi 02 mai 2014 de 17 à 22 h, le samedi 03 mai 2014 de 10h à 20h et le dimanche 04 mai 2014 de 10h à 19h sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location ;

**Attendu** que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, à savoir un Salon des vins ayant rencontré un succès considérable auprès de la population jurbisienne au cours de ses premières éditions, ainsi que par l'établissement d'un contrat de sponsoring d'un montant de 3.000 EUR T.T.C. en vue de couvrir les frais de location du podium utile pour la bonne organisation de la ducasse communale de Jurbise 2014 ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

**Décide ,par 15 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions :**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'approuver la proposition d'occupation de la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les vendredi 02 mai 2014 de 17 à 22 h, le samedi 03 mai 2014 de 10h à 20h et le dimanche 04 mai 2014 de 10h à 19h sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, au bénéfice de l'ASBL **PROMOVINS**, représentée par Mr. HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS.

**Article 2 :** De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal pour disposition.

- 
8. **MP 2013-29-SG-EB** relatif à la désignation d'un avocat pour le recouvrement de créances et d'amendes administratives au bénéfice de la Commune et du CPAS de Jurbise – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

*Madame Senecaut regrette que dans les critères d'attribution du Marché ,il ne soit pas tenu compte de l'expérience professionnelle des candidats dans les matières ciblées. Cette dernière demande que les avocats locaux soient invités à participer aux Marchés Publics lors d'appels.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché

HTVA ne dépassant pas le seuil de 200.000,00 €; catégorie de services 21), et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

**Vu** l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

**Vu** l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

**Considérant** le cahier spécial des charges N° 2013-29-SG-EB relatif au marché "Désignation d'un avocat pour le recouvrement de créances et d'amendes administratives au bénéfice de la Commune et du CPAS de Jurbise" établi par le Service Juridique ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 121/123-15 ;

**DECIDE, à l'unanimité:**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-29-SG-EB et le montant estimé du marché "Désignation d'un avocat pour le recouvrement de créances et d'amendes administratives au bénéfice de la Commune et du CPAS de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3.** - La Commune de Jurbise est mandatée pour intervenir, au nom du Conseil de l'Action sociale du CPAS de Jurbise, à l'attribution et à l'exécution du marché.

**Article 4.** - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

**Article 5.** - Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participant.

**Article 6.** - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 121/123-15.

**Article 7.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

9. **MP 2013-30-SG** relatif à la désignation d'un architecte pour l'aménagement de l'accueil et de l'espace de travail du Service Etat-civil / Population– mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

**Vu** l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

**Vu** l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

**Considérant** le cahier spécial des charges N° 2013-30-SG relatif au marché "Désignation d'un architecte pour l'aménagement de l'accueil et de l'espace de travail du Service Etat-civil / Population" établi par le Service Juridique ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-30-SG et le montant estimé du marché "Désignation d'un architecte pour l'aménagement de l'accueil et de l'espace de travail du Service Etat-civil / Population", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3.** - De financer cette dépense par le crédit inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2013.

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

- 
10. **MP 2013-31-SG** relatif à l'acquisition de mobilier pour l'Administration et la Bibliothèque communales– mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

**Vu** l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

**Vu** l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

**Considérant** le cahier spécial des charges N° 2013-31-SG relatif au marché "Acquisition de mobilier pour l'Administration et la Bibliothèque communales" établi par le Service Juridique ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 9.000,00 € hors TVA ou 10.890,00 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 104/741-51 (n° de projet 20130015) et 767/741-51 (n° de projet 20130015) et sera financé par un emprunt ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-31-SG et le montant estimé du marché "Acquisition de mobilier pour l'Administration et la Bibliothèque communales", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 9.000,00 € hors TVA ou 10.890,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3.** - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 104/741-51 (n° de projet 20130015) et 767/741-51 (n° de projet 20130015).

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

11. **MP 2013-32-SG-GU** relatif à la fourniture et au placement d'une porte sectionnelle sur un hangar communal – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

**Vu** l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

**Vu** l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

**Considérant** le cahier spécial des charges N° 2013-32-SG-GU relatif au marché "Fourniture et placement d'une porte sectionnelle sur un hangar communal" établi par le Service Juridique ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.000,00 € hors TVA ou 4.840,00 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/723-53 (n° de projet 20130004) ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-32-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture et placement d'une porte sectionnelle sur un hangar communal", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.000,00 € hors TVA ou 4.840,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3.** - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/723-53 (n° de projet 20130004).

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

12. **MP 2013-25-SG** relatif à l'acquisition d'un logiciel de gestion pour le Service Urbanisme - mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

**Vu** l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

**Vu** l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

**Considérant** le cahier spécial des charges N° 2013-25-SG relatif au marché "Acquisition d'un logiciel de gestion pour le Service Urbanisme" établi par le Service Juridique ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.785,12 € hors TVA ou 7.000,00 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

**Considérant** que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 421/123-13 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-25-SG et le montant estimé du marché "Acquisition d'un logiciel de gestion pour le Service Urbanisme", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 5.785,12 € hors TVA ou 7.000,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

**Article 3.** - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2013, article 421/123-13.



**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

13. **Service Population et Etrangers - Convention entre la Commune de Jurbise et le SPF Intérieur – Acquisition et installation de 2 packs biométriques, sur consultation des fournisseurs ICT agréés par la Direction Générale Institutions et Population du SPF Intérieur , dans le cadre de la délivrance de passeports et titres de séjour pour les ressortissants des pays tiers – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 ;

**Vu** l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 110 ;

**Vu** l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures notamment l'article 5, §4 ;

**Considérant** que le SPF Intérieur a établi une description technique du matériel nécessaire à l'enregistrement des données biométriques, des services et formations à assurer par le fournisseur potentiel ;

**Considérant** que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.000 € hors TVA ou 9.680 €, 21% TVA comprise ;

**Considérant** que le SPF Intérieur finance à concurrence d'un montant maximal de 3.722 euros par pack (matériel et service inclus) ;

**Attendu** que l'Administration communale de Jurbise est tenue de procéder à l'installation de deux « packs biométriques » (1 service étrangers/1 service population) conformément aux directives ministérielles contenues dans l'instruction du 05 juillet 2013 ;

**Attendu** que l'Administration Communale de Jurbise est tenue de procéder à la signature d'une convention avec le SPF Intérieur imposant un placement du matériel informatique pour le 1<sup>er</sup> septembre 2013 et au plus tard pour le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et reprenant donc les responsabilités et engagements de chaque partie ;

**Attendu** que le SPF Intérieur arrête à deux, le nombre de packs financés pour l'Administration Communale de Jurbise et ce sur base des données 2010-2011 en matière de délivrance de passeports et titres de séjour étrangers à Jurbise ;

**Attendu** que le SPF Intérieur s'engage à payer directement au fournisseur- sur base du certificat de réalisation de la livraison et de bonne exécution des services , une somme de maximum 3.722 euros par pack soit 7.444 euros pour la Commune de Jurbise ;

**Considérant** la nécessité de consulter la liste des fournisseurs ICT agréés par la Direction Générale Institutions et Population du SPF Intérieur établie comme suit par le SPF Intérieur :

- Société « CEVI », Bisdomplein n°3 à 9000 Gent,
- Société « CIPAL », Cipalstraat n°1 à 2440 Geel,
- Société « REMMICOM », Stationsstraat n°145 à 2235 Westmeerbeek-Huishout,
- Société « SCHAUBROECK », Steenweg Deinze n°154 à 9810 Nazareth,
- Société « ADEHIS », Rue de Neverlée n°12 à 5020 Namur,
- Société « STESUD », Zone d'emploi de Aye Rue André Feher n°1 à 6900 Marche-en-Famenne.

**Considérant** que le financement de cette dépense peut être établi par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 104/74253:20130016.2013 relatif à l'acquisition de matériel informatique ;

**Vu** l'annexe jointe à ladite Convention entre l'Administration Communale de Jurbise et le SPF Intérieur mentionnant la description d'un pack biométrique et services fournis par les fournisseurs ICT agréés (annexe : page 6 à 8)

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** - D'approuver la proposition de conclusion d'une convention entre la Commune de Jurbise et le SPF Intérieur dans le cadre de l'acquisition de deux packs biométriques pour la délivrance de passeports et titres de séjour aux ressortissants des pays tiers au sein du Service Population et Service Etrangers de l'Administration Communale de Jurbise ;

**Article 2 :** - De consulter les fournisseurs ICT agréés par la Direction générale Institutions et Population du SPF Intérieur suivants pour ce Marché :

- Société « CEVI », Bisdomplein n°3 à 9000 Gent,
- Société « CIPAL », Cipalstraat n°1 à 2440 Geel,
- Société « REMMICOM », Stationsstraat n°145 à 2235 Westmeerbeek-Huishout,
- Société « SCHAUBROECK », Steenweg Deinze n°154 à 9810 Nazareth,
- Société « ADEHIS », Rue de Neverlée n°12 à 5020 Namur,
- Société « STESUD », Zone d'emploi de Aye Rue André Feher n°1 à 6900 Marche-en-Famenne.

**Article 3 :** - De fixer les conditions du Marché « acquisition de matériel et services fournis » sur base de l'annexe jointe à la Convention fournie par le SPF Intérieur et reprises aux pages 6 à 8 du document « Convention entre l'Etat belge et la Commune de Jurbise » ;

**Article 4 :** - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

**Article 5 :** De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article article 104/74253:20130016.2013 et par « la subvention » d'un montant maximal de 7.444 euros du service SPF Intérieur ;

**Article 6 :** - De transmettre le certificat de réalisation de la livraison des packs biométriques et de la bonne exécution des services au SPF Intérieur pour acquittement de la somme de 7.444 euros auprès du fournisseur et ce dès réception de la facturation.

**Article 7 :** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération et Convention à Monsieur le Receveur communal pour disposition, ainsi qu'au SPF Intérieur.

-----  
14. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant formulée, la Présidente déclare le huis clos.

-----  
**Huis clos**  
-----

Le Secrétaire Communal,  
  
Michel DELHAYE

Par le Conseil Communal,

La Présidente,

Jacqueline GALANT